

25^e anniversaire d'ORBICOM

Propos d'Alain Modoux, co-fondateur du réseau

Madame la Rectrice de l'UQAM,

Monsieur le Sous-Directeur-général de l'UNESCO,

Monsieur le Président d'ORBICOM,

Monsieur le Secrétaire-général d'ORBICOM,

Mesdames et Messieurs les professeurs,

Chers amis, dear friends, queridos amigos, liebe Freunde

Lorsque l'on parle d'anniversaire, on revient inévitablement sur le passé. En ce qui nous concerne, ce retour en arrière nous ramène aux années 90, une décennie qui a été pour l'UNESCO, en particulier pour le secteur de la communication et de l'information, une période prolifique, après une douzaine d'années difficiles marquées par les controverses stériles autour de l'instauration d'un *Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication* (NOMIC). A dire vrai, cette période prolifique, nous la devons à la chute du Mur de Berlin, en novembre 1989, et à la fin de la guerre froide qui s'en est suivie. Ce tsunami géopolitique a ouvert la voie à un formidable processus de démocratisation de portée planétaire, en particulier sur le plan de la liberté d'expression. L'UNESCO, sous l'impulsion de son nouveau Directeur général, Federico Mayor, a été la première des organisations intergouvernementales à s'engouffrer dans la brèche et à multiplier les initiatives pour réaffirmer cette liberté fondamentale, conformément à l'article 1^{er} de son Acte constitutif, à savoir que l'UNESCO a pour mission de *"favoriser la libre circulation des idées, par le mot et par l'image"*.

La promotion de la liberté d'expression et de son corollaire, la liberté de la presse, est devenue tout au long des années 90 une des grandes priorités de l'UNESCO sur tous les continents, en Afrique d'abord, à l'occasion de l'historique *Séminaire pour le développement d'une presse africaine indépendante et pluraliste*, qui a eu lieu à Windhoek, en mai 1991, puis en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans les pays arabes et enfin en Europe et en Amérique du Nord.

Dix-huit mois après le Séminaire de Windhoek, en décembre 1993, à New York, l'Assemblée générale des Nations Unies décidait sur proposition de l'UNESCO, de proclamer le 3 mai, journée anniversaire de la Déclaration de Windhoek, *Journée mondiale de la liberté de la presse*. En choisissant cette date symbolique, l'Assemblée générale rendait ainsi un vibrant hommage aux quelque 60 valeureux journalistes africains qui, réunis un an et demi plus tôt dans la capitale namibienne, avait lancé cet extraordinaire processus de démocratisation qui allait ensuite, continent après continent, faire de la liberté de la presse une cause universelle.

Mais l'UNESCO n'aurait pu mener à bien cette formidable avancée sans l'actif concours du département de l'information du public (DPI) des Nations Unies à New York dirigé à cette époque par une grande professionnelle de la communication que j'avais connue quelques années auparavant, dans le cadre de l'*Association internationale de relations publiques* (IPRA). Je veux parler de Madame Thérèse Paquet-Sévigny, co-fondatrice d'ORBICOM. Thérèse, alors Secrétaire-générale adjointe des Nations Unies pour l'information, avait accepté sans hésitation que le Département de l'information du public des Nations Unies se joigne à l'UNESCO pour organiser le séminaire de Windhoek.

Notre collaboration, fondée sur l'amitié et la confiance réciproque, fut exemplaire. Thérèse a non seulement mis toute son énergie pour trouver une grande partie des ressources nécessaires à l'organisation du séminaire, mais elle a ensuite largement contribué à ce que ses résultats soient largement diffusés au sein de la communauté internationale et soient dûment reconnus par les Etats membres des Nations Unies. Encore aujourd'hui, je pense sincèrement que, sans l'aide à la fois matérielle et diplomatique de Thérèse, l'UNESCO aurait eu beaucoup de difficultés à mettre sur pied le séminaire de Windhoek, du moins dans les dimensions qui ont été les siennes, et à obtenir de l'Assemblée générale qu'elle prenne officiellement acte de ses résultats en proclamant le 3 mai, jour anniversaire de l'adoption de la Déclaration de Windhoek, *Journée mondiale de la liberté de la presse*.

Thérèse a quitté les Nations Unies dans le courant de l'année 1992, suite à l'entrée en fonction du nouveau Secrétaire général, l'Egyptien Boutros Boutros Ghali, pour prendre dès janvier 1993 un poste de professeur au sein du département des communications de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Conscient du rôle déterminant que Thérèse Paquet Sévigny avait joué pour assurer le succès du séminaire de Windhoek, le Directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor, avait souhaité lui exprimer sa vive reconnaissance en lui proposant, d'entente avec la commission canadienne pour l'UNESCO et le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, d'inscrire son enseignement dans le cadre d'une chaire UNESCO en communication sise à l'UQAM. Thérèse avait accueilli cette proposition avec plaisir, mais elle y avait mis plusieurs conditions qui, si elles avaient émané d'une autre personne qu'elle, auraient paru non

seulement déraisonnables, mais totalement inconvenantes du point de vue protocolaire. En règle générale, lorsqu'une personne fait l'objet d'une distinction honorifique, il ne lui appartient pas de fixer les conditions de son acceptation ! Mais Thérèse n'en avait cure. Ce qui lui importait, c'était l'efficacité et la pérennité de la mission que l'UNESCO et l'UQAM souhaitaient lui confier. Ses conditions n'étaient pas anodines et sans importance puisque leur réalisation pleine et entière a d'abord conduit à la création d'ORBICOM, puis a contribué de manière décisive au développement et à la prospérité de notre réseau pendant un quart de siècle, soit jusqu'à aujourd'hui... et bien au-delà, je l'espère !

Tout s'est joué dans la 2^e quinzaine de mai 1994, lors d'une rencontre tripartite entre le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, Thérèse et moi-même en tant que représentant du Directeur général de l'UNESCO. Soucieux de contribuer au rayonnement international de sa jeune université, le recteur Claude Corbo tenait vraiment à ce que l'UQAM ait une chaire UNESCO en communication, cela d'autant plus que les relations entre l'Organisation et le Québec étaient au beau fixe. L'arrondissement historique du Vieux-Québec avait été inscrit quelques années auparavant sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO et, suite à un accord signé en 1989 avec le Gouvernement du Québec, l'UNESCO avait décidé d'ouvrir un bureau permanent dans la vieille ville de Québec.

Comme première condition, Thérèse demandait que sa chaire ne soit pas un îlot isolé dans le monde universitaire de Montréal, mais qu'elle s'inscrive dans un réseau international dépassant le cadre académique, c'est-à-dire ouvert aux milieux professionnels de la communication, tant

au niveau des praticiens individuels qu'à celui des entreprises. Le réseau devrait donc comprendre à côté des membres titulaires d'une chaire UNESCO un certain nombre de membres associés, qu'il s'agisse de professionnels de la communication intégrés dans une entreprise ou une administration, de consultants en communication, de chargés de recherches ou d'enseignants non titulaires d'une chaire UNESCO, ou qu'il s'agisse d'entreprises travaillant dans l'un ou l'autre domaine de la communication. Cette première condition nous a paru non seulement tout à fait pertinente, mais aussi primordiale car elle permettait de mettre en relation directe l'enseignement académique avec l'exercice pratique des différentes professions de la communication, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Nous l'avons donc acceptée sans réserve.

La 2^e condition était plus délicate : Thérèse demandait à être déchargée par le rectorat d'une partie de son enseignement afin de disposer du temps nécessaire pour construire, développer et gérer le réseau, cela sans que ses conditions d'emploi à l'UQAM en soient affectées. Dans sa réponse, le recteur Claude Corbo s'est engagé à tout mettre en œuvre pour que l'UQAM donne une suite positive à sa demande, ce qui fut fait.

La 3^e condition concernait l'organisation même du secrétariat du réseau : partant du principe que celui-ci serait installé dans l'enceinte même de l'Université, Thérèse attendait des services administratifs de l'UQAM qu'ils mettent à sa disposition un local et lui fournissent un appui logistique, notamment en matière informatique et comptable. Comme

pour la 2^e condition, le recteur Corbo s'est engagé à ce que cette 3^e demande soit également satisfaite.

Enfin, Thérèse a souhaité que les chaires qui le désiraient puissent être sponsorisées par des entreprises, cela afin de bénéficier de ressources extérieures leur permettant de réaliser des programmes non couverts par les budgets ordinaires de leurs universités. Elle a indiqué qu'en ce qui concernait sa chaire, elle était en contact avec la vice-présidente pour la communication de la compagnie canadienne de télécommunications Bell, Madame Monic Houde, qui l'avait d'ores et déjà assurée de son appui inconditionnel. Sa chaire serait donc intitulée, *"chaire UNESCO-Bell en communication et développement international"*.

C'est sur ces bases que le réseau imaginé et voulu par Thérèse a pu démarrer. Un mois après notre rencontre tripartite, le Directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor, et le Recteur de l'UQAM, Claude Corbo, ont signé les deux protocoles d'accord établissant la chaire UNESCO-Bell et le réseau ORBICOM. Puis les chaires UNESCO en communication déjà existantes dans diverses parties du monde ont été invitées à devenir membres du réseau, ce qu'elles ont accepté avec enthousiasme. Simultanément, des membres associés ont été recrutés dans les milieux professionnels de la communication, qu'il s'agisse des médias, des relations publiques, de la publicité ou autres disciplines liées à la communication.

ORBICOM s'est rapidement affirmé comme un des réseaux les plus dynamiques, si ce n'est le plus dynamique, parmi les divers réseaux

réunissant les nombreuses chaires que l'UNESCO avait créées dans le monde en lien avec ses domaines de compétence, à savoir l'éducation, les sciences exactes et naturelles, les sciences sociales, la culture et la communication. Ces réseaux, regroupés au sein d'UNITWIN, le réseau des réseaux, rassemblent aujourd'hui plus de 700 établissements universitaires de 116 pays.

Je ne saurais terminer cette brève intervention sans rappeler la mémoire du premier président d'ORBICOM, le regretté Rainer von Schilling, éditeur du *Mannheimer Morgen* en Allemagne, qui a présidé aux destinées du réseau aux côtés de Thérèse Paquet Sévigny, qui, comme je viens de l'indiquer, en a été la première secrétaire générale.

J'aimerais ensuite exprimer au nom de nous tous ici présents notre vive reconnaissance aux anciens présidents Rosental Calmon Alves et Bertrand Cabedoche , à notre actuel président Jamal Eddine Naji, aux secrétaires généraux, Claude-Yves Charron et Yves Théorêt, , à notre fidèle et inlassable sous-secrétaire général Pierre Giguère, à notre directrice Rania Aoun, et, *last but not least*, à la rectrice de l'UQAM, Magda Fusaro, et à ses prédécesseurs pour le soutien extraordinaire et constant que l'Université a apporté à ORBICOM pendant un quart de siècle. Qu'ils soient tous et toutes remerciés de tout cœur pour leur engagement et leur fidélité à ORBICOM.

Vive ORBICOM ! Long live ORBICOM! Viva ORBICOM ! Lang lebe ORBICOM !